

Forum 2011 de l'OCDE : Assainir les finances publiques

La récente crise économique a infligé de sérieux dommages aux finances publiques de nombreux pays à travers le monde.

De quelle manière les gouvernements peuvent-ils assainir les finances publiques et promouvoir en même temps une croissance viable ? Les déficits étant particulièrement élevés et la dette publique atteignant des sommets historiques, quelles sont les mesures qui permettraient d'aller de l'avant ?



Les nombreuses dépenses enregistrées suite aux importants programmes de relance, au renflouement des banques, aux plans de protection sociale et de lutte contre le chômage, ainsi que la baisse significative des recettes fiscales ont pesé lourdement sur les bilans des administrations publiques. Ce qui n'a fait qu'aggraver les déficits considérables que connaissaient déjà certains pays avant que la crise ne frappe. Le déficit budgétaire global de la zone OCDE devrait avoisiner cette année les 7.5 %, toutefois plusieurs pays enregistrent des déficits à deux chiffres, tandis que les niveaux d'endettement public ont grimpé en flèche. Même si certains pays semblent gérer mieux que d'autres les séquelles de la crise, la croissance reste ténue.

L'un des principaux problèmes actuels est que, sur nos marchés mondialisés, des difficultés financières survenant dans de grands pays, ou même dans des pays développés de taille relativement modeste, peuvent affecter le système financier tout entier. Les réponses elles-mêmes doivent donc être internationales.

Face au gonflement de la dette et des déficits, et devant l'inquiétude des investisseurs quant à la capacité de certains pays de rembourser leur dette, les pressions du marché ont poussé plusieurs grandes économies à annoncer des plans d'austérité draconiens. D'autres ont préféré rester dans l'expectative, de crainte que des compressions de dépenses ne mettent à mal leur économie. Certains économistes ont appelé à de nouvelles dépenses de relance pour éviter que les reprises anémiques ne mènent à une nouvelle récession. Il est vrai que la reprise, là où elle se manifeste, se révèle fragile.

L'OCDE reste toutefois convaincue que les gouvernements devraient commencer à maîtriser leurs déficits budgétaires dès 2011, sans quoi les déficits et la dette pourraient avoir des effets encore plus préjudiciables. Cette situation place donc les gouvernements devant des décisions difficiles. Dans quels secteurs faut-il comprimer les dépenses ? Est-il possible de préserver la qualité de services publics vitaux mais onéreux, comme les soins de santé et l'éducation, tout en freinant les dépenses ?

La position de l'OCDE est claire. Pour promouvoir la reprise, les gouvernements doivent

remettre en ordre les finances publiques tout en engageant des réformes structurelles dans leurs économies pour permettre à la croissance de prendre racine. Ces initiatives doivent viser notamment à simplifier l'administration, activer les marchés du travail, améliorer la concurrence et renforcer les dépenses au titre de la sécurité sociale. À cet effet, il faut privilégier les impôts qui favorisent une croissance plus verte, et axer les dépenses sur l'éducation, l'innovation, les soins de santé et les infrastructures, tout cela en continuant de soutenir l'aide au développement et l'investissement dans les pays pauvres.

Trouver un juste équilibre ne sera pas aisé, et le défi budgétaire sera certainement au premier plan de l'ordre du jour international en 2011.